

Manifestation du 22 octobre

Pour la défense de l'Emploi et de l'Industrie absente des médias, pourquoi ?

**Déclaration de Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT
vendredi 23 octobre 2009**

Jeudi 22 octobre 2009, 30 000 salariés de l'Industrie sont venus de toute la France manifester à l'appel de la CGT pour la défense de l'Emploi et de l'Industrie.

Alors que de nombreux commentateurs de l'actualité sociale pronostiquaient une rentrée atone, cette manifestation réussie, point d'orgue de la campagne de la CGT pour une politique industrielle porteuse d'avenir, est un événement en soi.

Or, le traitement médiatique a été particulièrement discret, confinant au boycott, malgré plusieurs dépêches soulignant « la démonstration de force de la CGT ».

La CGT est en droit de s'interroger sur les raisons de ce boycott médiatique.

De façon circonstancielle, le choix de privilégier l'information à sensation qu'il s'agisse des faits divers ou du renoncement de Jean Sarkozy à briguer la présidence de l'EPAD constitue une première piste d'explication.

Faut-il alors brûler des pneus, des voitures, bloquer des routes ou des trains pour avoir droit aux gros titres ? De façon plus profonde, n'y a-t-il pas dans le traitement de l'actualité sociale un à priori persistant sur l'atonie supposée du mouvement social depuis la rentrée.

Celui-ci n'empêche-t-il pas d'apprécier à leur juste valeur des initiatives aussi marquantes que celle du 22 octobre ?

Certains ne considèrent-ils pas au surplus, comme un problème, le fait que seule la CGT soit capable de rassembler 30 000 salariés, ce qu'aucun autre syndicat n'est capable de réaliser ?

L'image entretenue d'une Direction de la CGT coupée de sa base ne résiste pas à l'examen du déroulement de cette manifestation.

Là encore, certains commentateurs ne préfèrent-ils pas fermer les yeux pour ne pas voir que leur présentation depuis 3 mois ne colle pas à la réalité ?

La CGT considère, pour sa part, comme problématique ce traitement partial de l'actualité et de l'actualité sociale en particulier. Un vrai débat s'impose sur l'information en France.

Je formule le vœu que les comités de rédaction s'interrogent sur la faiblesse de l'information sociale qui d'une certaine façon appauvrit notre démocratie.

Montreuil, le 23 octobre 2009